



SOMMAIRE

Page

Point 12 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil économique et social (chap. II à V)
 [suite] 295

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. II à V) [A/3154, A/3192, A/C.2/L.301/Rev.1, A/C.2/L.319] (suite)

1. M. QUEUILLE (France) estime que la Commission devrait éviter de faire une place trop importante, dans le débat en cours, à un aspect de la question de la coopération commerciale qui n'a pas compté parmi les thèmes essentiels de la vingt-deuxième session du Conseil économique et social. Si l'on cherche à porter un jugement sur l'œuvre d'ensemble du Conseil, on devra reconnaître qu'il a bien rempli son rôle, qui est d'amener à un degré suffisant de maturité les questions débattues devant la Deuxième Commission et devant l'Assemblée générale. Le représentant de la France ne veut pas revenir sur la question du financement des économies sous-développées, sur celle des techniques d'industrialisation ni sur celle de la réserve alimentaire, car il est d'autres travaux importants du Conseil dont on a peu parlé jusqu'à présent.

2. Depuis quelques années, le Conseil consacre une partie de sa session d'été à l'examen de la situation économique mondiale. Les débats sur ce sujet, d'intérêt évidemment primordial, gagnent chaque année en tenue et en intérêt. Ils ne peuvent avoir, au stade actuel, de conclusions pratiques immédiates, mais il faut s'efforcer de rendre l'échange d'idées auquel ils donnent lieu aussi fructueux que possible. Pour que le Conseil puisse accomplir de nouveaux progrès dans ce sens, il faudrait que les délégués, par une discipline qu'ils s'imposeraient à eux-mêmes, limitent au strict minimum la partie de leur intervention qui concerne uniquement la situation économique de leur propre pays. Cette règle ne peut être absolue, car la conjoncture de certains pays a des répercussions importantes sur l'ensemble du monde, mais il ne faut pas se dissimuler que les travaux du Conseil ne seront suivis avec l'attention qu'ils méritent par l'opinion publique mondiale que s'ils sont dépourvus de tout élément facile de propagande. Sur le plan pratique, c'est surtout par la diffusion de données statistiques abondantes et exactes dans le cadre des enquêtes du Secrétariat, que les Etats Membres peuvent se rendre mutuellement service. Pour permettre au Secrétariat de s'acquitter de cette tâche, la délégation française recommande d'augmenter, dans une certaine mesure, les effectifs du Bureau de statistique du Secrétariat. Le document essentiel sur lequel les délégués s'appuient pour discuter la situation économique mondiale est le rapport annuel préparé par le Secrétariat.

tariat. De même que la qualité des débats s'est progressivement élevée au cours des dernières années, de même la qualité de ces rapports s'est améliorée, en dépit des effectifs réduits dont dispose le Secrétariat.

3. A la vingt-deuxième session du Conseil, la délégation française a présenté un projet de résolution (E/AC.6/L.155) demandant au Secrétaire général d'axer, au cours des prochaines années, ses études sur un certain nombre de questions d'intérêt général: le problème de l'inflation, celui des ressources énergétiques mondiales, le problème des transports, et ceux que pose l'évolution des techniques. La résolution 614 D (XXII) qui a été finalement adoptée par le Conseil n'est sans doute pas aussi précise que le Gouvernement français l'eût souhaité, mais elle retient l'idée essentielle, à savoir que le Secrétariat devrait à l'avenir choisir chaque année un ou plusieurs problèmes économiques à long terme et les traiter de manière approfondie. Elle réserve au Conseil la possibilité d'apprécier pendant sa session de printemps les thèmes d'étude qui seront débattus à la session d'été. Une telle possibilité va permettre au Conseil de fournir de nouveaux matériaux pour les débats de la Deuxième Commission et, une fois la pratique bien établie, la Deuxième Commission pourra orienter le Conseil vers telle ou telle nouvelle étude.

4. Jusqu'ici, le commerce international a constitué le sujet essentiel des débats que le Conseil consacre à la situation économique mondiale et c'est bien parce qu'ils attachent une si grande importance aux problèmes commerciaux que beaucoup de délégués souhaitent la création d'un organisme mondial tel que l'organisation de coopération commerciale. Les pays à économie non planifiée ne disposent encore que d'un organisme de caractère précaire: l'assemblée des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), au sein de laquelle 35 pays sont représentés. L'existence de cet organisme pourrait être aisément remise en cause si la clause du protocole d'application provisoire qui permet le retrait d'une partie contractante moyennant préavis de 60 jours était évoquée par l'une ou plusieurs d'entre elles, mais le Gouvernement français espère fermement que le GATT disposera bientôt d'une base juridique plus solide et, à cet effet, que l'accord créant l'organisation de coopération commerciale sera ratifié prochainement.

5. Tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, a-t-on dit, ne pourront devenir membres de cette organisation sur un pied d'égalité. Certes, pour y accéder, il importera éventuellement de satisfaire un certain nombre de conditions, mais on peut remarquer que le texte du GATT, s'il n'accordait guère d'avantages aux pays à économie planifiée ne leur imposait, en revanche, pratiquement pas d'obligations. Il est peu probable, d'ailleurs, qu'une organisation mondiale à caractère multilatéral puisse, en raison des différences fondamentales de structure et des conséquences qu'elles impliquent, élaborer une série de règles valables aussi

bien pour le commerce entre pays à économie planifiée que pour le commerce entre pays à économie libérale. Il est peu vraisemblable que les pays à économie planifiée acceptent, en ce qui concerne leur commerce mutuel, de se soumettre à des règles qui seraient édictées par un organisme des Nations Unies reflétant les tendances majoritaires actuelles.

6. Le commerce Est-Ouest n'est pas, par nature, différent des échanges entre pays à économie libérale. Il ne représente que 3 pour 100 environ des échanges mondiaux et l'on ne voit pas en conséquence qu'il puisse être utile de mettre, dès maintenant, sur pied une nouvelle institution qui le concerne spécifiquement. C'est dans le cadre de la Deuxième Commission, dans celui du Conseil économique et social, de ses commissions économiques régionales et de sa commission du commerce international des produits de base, ainsi qu'à la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international qu'on peut en discuter utilement.

7. Le commerce des pays de l'Est, en ce qui concerne les exportations vers les pays industrialisés et les importations en provenance des pays sous-développés, porte essentiellement sur des matières premières. La stabilisation des prix des produits de base méritera donc d'être étudiée dans le cadre de ce commerce. Les modalités innombrables qui le caractérisent agissent présentement comme des freins; leur simplification permettrait un accroissement beaucoup plus rapide que celui auquel on a assisté récemment.

8. La complexité même des problèmes liés au commerce mondial justifie que le Conseil soit doté d'une commission technique opérant à haut rendement. C'est ce que pourrait être la Commission du commerce international des produits de base. Il est évident que la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base, composée de quatre experts non choisis par les gouvernements, ne peut pas prétendre à des tâches comportant d'importantes incidences politiques. La Commission des produits de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) n'a qu'un champ d'action limité. Un travail de coordination s'impose donc que le Conseil, à sa dernière session, n'a fait qu'aborder. Il devra, de l'avis de la délégation française, consacrer la vocation de la Commission à réaliser pour le Conseil les synthèses les plus générales.

9. Comme la délégation française a déjà eu l'occasion de l'indiquer au cours de la discussion générale sur le développement économique, une coopération économique régionale s'impose autant qu'une coopération mondiale. Les commissions régionales du Conseil économique et social déploient une activité sans cesse accrue sur le plan théorique comme sur le plan pratique. Les pays membres de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) et de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) demandent à ces commissions des conseils et une aide en matière de planification économique, et il est réconfortant de constater que leurs travaux théoriques ont une réelle valeur. Sur le plan pratique, les commissions ont permis d'utiles échanges de vues non seulement entre spécialistes de la région mais aussi entre ceux-ci et d'éminents techniciens venus d'Europe et d'Amérique. Elles s'attachent également à la suppression des obstacles au commerce intrarégional. La Commission économique pour l'Europe (CEE) a parfaitement compris qu'il était dans son rôle d'aider au maximum les deux commissions sœurs et sa politique constante, au cours

de ces dernières années, a été de renoncer à tout accroissement de son personnel et de son budget au profit de la CEAEO et de la CEPAL. Il serait maintenant souhaitable que les gouvernements recherchent, sous l'impulsion des commissions économiques régionales, les moyens de développer le commerce interrégional afin de lutter, de cette manière, contre la stagnation relative du commerce entre pays développés et pays sous-développés.

10. A sa vingt et unième session, le Conseil économique et social a adopté (925ème séance) deux résolutions dues à l'initiative des délégations des Etats-Unis, d'une part, de la France, d'autre part. La résolution 597 B (XXI) recommande l'étude par le Secrétariat des applications possibles de l'énergie atomique dans les différents domaines du développement économique, afin que le Conseil puisse envisager ultérieurement la réunion d'une deuxième conférence internationale pour l'échange de renseignements techniques sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Mais, quelles que soient les possibilités offertes par l'énergie atomique, il paraît indispensable de ne pas négliger d'autres ressources énergétiques encore inemployées. C'est à cette préoccupation que répondait la France lorsqu'elle a présenté le texte de la deuxième résolution adoptée par le Conseil. La résolution 598 (XXI) est presque parallèle à la première: le Conseil invite le Secrétaire général à faire le point des recherches entreprises dans le monde, en ce qui concerne les sources énergétiques nouvelles autres que l'atome, et exprime son intention d'étudier les conditions de la réunion d'une conférence internationale sur ces autres sources d'énergie. Puisque les ressources actuelles sont insuffisantes, très inégalement réparties, très inégalement utilisées, et qu'il n'est pas absolument certain que l'atome puisse à la fois combler ces insuffisances et faire face à des besoins qui croissent à une vitesse vertigineuse, il faut multiplier au maximum les sources d'énergie, en s'attachant plus particulièrement à celles qui ont déjà donné lieu à des réalisations intéressantes comme l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'énergie marémotrice, l'énergie géothermique et l'énergie thermique des mers. En attendant les études entreprises par le Secrétariat sur ces divers sujets, la délégation française tient ses propres dossiers à la disposition de la Deuxième Commission.

11. Ainsi, l'énumération, dans leurs vrais rapports d'importance, des grands travaux entrepris par le Conseil économique et social ramène le projet d'une conférence du commerce à sa valeur réelle, incontestablement réduite. A deux reprises, le Conseil a émis l'opinion que le moment n'était pas venu et qu'une conférence de ce genre, si elle intervenait présentement, aurait des effets décevants. Il semble donc que la solution du renvoi de la question au Conseil, proposée par la Pologne et la Yougoslavie (A/C.2/L.319), et à laquelle la délégation soviétique s'est ralliée, soit une solution purement formelle. Devant le Conseil économique et social, il apparaîtra en effet qu'un tel renvoi n'a pas grand sens. Le projet de conférence mondiale dont le Conseil est saisi depuis deux ans est placé, depuis six mois, dans le cadre d'une procédure parfaitement fixée couvrant l'ensemble de la coopération commerciale et visant à dégager les vues des gouvernements, qui seront présentées à la vingt-quatrième session. Cette procédure selon laquelle le Conseil a choisi de traiter le projet soviétique est maintenant mise en route et ne sera, semble-t-il, pas modifiée. Ainsi, abandonnant la proposition précise — et en elle-même res-

pectable — tendant à convoquer une conférence mondiale, la délégation soviétique soutient une initiative de renvoi dont le résultat ne peut être que négatif. Cela est si vrai qu'on aurait pu aussi bien concevoir une situation exactement inverse dans laquelle ce serait les détracteurs du projet qui auraient, eux, selon une vieille pratique, demandé le renvoi au Conseil. Dès lors, si le projet de renvoi recueille d'autres voix que celles des pays communistes, ces votes prendront finalement le sens d'un geste gratuit pour une procédure inutile.

12. M. AMADOR (Mexique) déclare que sa délégation reconnaît, elle aussi, la nécessité de prendre des mesures pour favoriser la coopération économique internationale et, à cet effet, d'accroître le volume des échanges commerciaux dans le monde. Toutefois, ainsi qu'elle l'a souligné à la 407ème séance, elle estime que, d'une façon générale, il ne faut pas attacher une importance démesurée à la seule expansion du commerce international: il est indispensable, pour favoriser la coopération économique, que tous les États s'efforcent, sur le plan national comme sur le plan international, d'encourager les pays de production primaire à jouer un plus grand rôle dans le développement économique mondial. L'accroissement du volume des échanges internationaux ne peut à lui seul diminuer l'écart toujours grandissant entre le niveau de vie des pays industrialisés et celui des pays sous-développés.

13. En conséquence, la délégation mexicaine ne peut souscrire entièrement à certaines des idées énoncées dans le projet des sept puissances (A/C.2/L.301/Rev.1), dont elle approuve néanmoins la majeure partie, et notamment les recommandations des alinéas *a*, *b*, *c* et *d* du paragraphe 1 du dispositif.

14. Elle aimerait qu'il soit précisé au deuxième considérant du projet que l'expansion économique suppose non seulement de nouveaux progrès dans la coopération économique internationale et l'expansion continue du commerce international, mais aussi une participation croissante des pays de production primaire au développement économique mondial.

15. De même, elle estime, en ce qui concerne le troisième considérant, qu'il ne suffit pas, pour assurer le développement économique des pays peu développés, que le niveau des échanges internationaux soit élevé et stable: il faut que le volume des échanges internationaux aille en augmentant. En d'autres termes, les pays dont les recettes en devises proviennent en grande partie de l'exportation d'un seul ou de quelques produits de base devraient pouvoir compter, non seulement sur des marchés stables, mais sur des marchés en expansion.

16. Si les deuxième et troisième considérants n'appellent, en somme, que des observations secondaires, il n'en est pas de même des deux autres. Le premier considérant, en particulier, contient une affirmation que la délégation mexicaine estime inacceptable: elle ne peut s'associer en effet à la déclaration selon laquelle des progrès auraient été accomplis depuis la deuxième guerre mondiale en ce qui concerne la réduction ou la suppression des entraves au commerce international et l'encouragement donné à son expansion sur des bases multilatérales. Elle regrette de devoir rappeler que, tout récemment encore, certains États ont pris des mesures de nature à porter un grave préjudice aux pays qui vivent principalement de l'exportation de matières premières et de denrées alimentaires. L'un de ces pays s'est même trouvé dans l'obligation

de recourir à une action bilatérale pour échapper aux conséquences de cet état de choses.

17. D'autre part, la délégation mexicaine a des doutes quant à la rédaction du quatrième considérant, où une confusion fâcheuse semble être faite entre les organismes internationaux et les accords internationaux. En parlant de la nécessité d'éviter la prolifération des organismes internationaux, les auteurs du projet n'ont certainement pas voulu dire qu'il fallait empêcher la conclusion de nouveaux accords internationaux comme ceux qui ont été conclus pour le blé, le sucre ou l'étain. Tel qu'il est rédigé, ce paragraphe pourrait susciter des malentendus.

18. Pour les raisons qu'il vient d'exposer, M. Amador s'abstiendra lors du vote sur le premier et le quatrième considérant du projet des sept puissances. Il s'abstiendra également de voter sur le paragraphe 3 du dispositif, le Mexique n'ayant pas adhéré au GATT. Il votera pour les deuxième et troisième considérants, ainsi que pour les paragraphes 1 et 2 du dispositif, que la délégation mexicaine juge entièrement satisfaisants; mais, en raison de ses doutes concernant les autres dispositions, M. Amador sera obligé de s'abstenir sur l'ensemble du projet.

19. La délégation mexicaine s'abstiendra également lors du vote sur le projet de résolution de la Pologne et de la Yougoslavie car elle estime qu'il appartient au Conseil économique et social d'arrêter seul son ordre du jour.

20. M. LOUGH (Nouvelle-Zélande) dit que son pays, dont l'économie repose sur la production primaire et le commerce extérieur, s'est toujours intéressé aux mesures qui permettraient de favoriser les échanges internationaux; aussi la délégation néo-zélandaise a-t-elle étudié attentivement les projets de résolution dont la Commission est saisie.

21. Le texte présenté par la Pologne et la Yougoslavie diffère de l'ancien projet de la délégation de l'URSS (A/C.2/L.282) en ce qu'il ne propose pas de réunir une conférence économique internationale en 1957, mais se borne à prier le Conseil économique et social d'examiner la question à sa vingt-quatrième session et de rendre compte à l'Assemblée générale à sa douzième session. Toutefois, il ressort nettement des déclarations faites à la 439ème séance par le représentant de la Pologne et par le représentant de l'Union soviétique que ces délégations persistent à penser qu'une conférence économique mondiale devrait être convoquée aussitôt que possible. Par conséquent, si la Commission adoptait la proposition de la Pologne et de la Yougoslavie, la délégation soviétique insisterait certainement auprès du Conseil pour qu'une conférence ait lieu cette année si possible.

22. La délégation néo-zélandaise estime pour sa part — et elle fonde son opinion sur l'expérience acquise au cours des conférences économiques mondiales tenues antérieurement — qu'une telle initiative n'aboutirait à aucun résultat pratique. Une conférence économique mondiale n'est réellement utile que si elle est appelée à mettre au point quelque proposition précise ou à traiter un problème concret après que le terrain a été dûment préparé par des négociations préalables. Si l'Union soviétique ou d'autres pays ont des propositions constructives à présenter en vue de développer le commerce international, favoriser l'indépendance économique des pays sous-développés ou résoudre les problèmes internationaux de crédit et de financement, ils peuvent fort bien en saisir la Deuxième Commis-

sion, le Conseil économique et social ou l'un des nombreux organismes internationaux existants. Point n'est besoin d'attendre la réunion d'une conférence économique mondiale. M. Lough rappelle que les propositions qui ont abouti à la création du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement avaient été émises par un certain nombre de gouvernements longtemps avant que l'on ait même songé à réunir la Conférence de Bretton-Woods. Il en a été de même en ce qui concerne la Conférence de La Havane, en 1947-1948, au cours de laquelle ont été rédigés les statuts d'une organisation internationale du commerce.

23. Dans son intervention à la 439ème séance, le représentant de la Pologne a énuméré un certain nombre de questions qui seraient portées à l'ordre du jour de la conférence envisagée. De l'avis de la délégation néo-zélandaise, toutes ces questions ont déjà été examinées et continuent de l'être par divers organismes internationaux et régionaux. Tous les pays qui appartiennent à ces organismes peuvent participer à leur discussion et les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui n'y appartiennent pas ont toujours la possibilité d'exposer leurs vues au Conseil économique et social ou à la Deuxième Commission. En l'absence de nouvelles propositions sérieuses et concrètes que les gouvernements et les organisations internationales existantes auraient eu au préalable l'occasion d'examiner dans le détail et dont ils auraient reconnu toute l'importance, convoquer une conférence économique internationale, dotée d'un mandat très large, serait provoquer des doubles emplois et un gaspillage de temps et de moyens. Comme celle des Pays-Bas, la délégation néo-zélandaise pense qu'une conférence économique mondiale n'est pas le meilleur instrument pour résoudre les problèmes économiques internationaux. La solution de ces problèmes multiples et complexes exige une action continue des divers organismes internationaux que les Nations Unies ont spécialement créés à cet effet. Le Conseil n'agirait opportunément en convoquant une telle conférence que s'il se trouvait en présence, soit de propositions précises, soit d'une situation de crise, comme celle que provoquerait, par exemple, une récession mondiale. En l'absence des unes ou de l'autre, il n'y a pas lieu d'ajouter une nouvelle question à l'ordre du jour déjà surchargé du Conseil.

24. On a fait observer qu'il fallait que la question fût inscrite à l'ordre du jour du Conseil pour qu'il ne perde pas de vue la nécessité de réunir une conférence au moment opportun. On peut craindre, toutefois, que le Conseil, même s'il n'est appelé qu'à se prononcer sur l'opportunité d'une telle initiative, ne soit entraîné dans de longs débats de fond. Or la Commission, à laquelle sont représentés tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, est mieux placée que le Conseil pour décider de l'opportunité d'une conférence économique mondiale. C'est pourquoi la délégation néo-zélandaise aurait préféré ne pas voir remplacer le projet de résolution de l'URSS par le projet de la Pologne et de la Yougoslavie, qui n'est qu'une tentative en vue d'empêcher la Commission de prendre une décision qu'il lui appartient seule de prendre. Elle votera donc contre ce projet.

25. A propos du projet de résolution des sept puissances, M. Lough s'associe aux observations de la représentante du Danemark et d'autres membres de la Commission qui se sont déclarés en faveur de ce texte et annonce qu'il lui donnera sa voix.

26. M. HOFFMAN (Etats-Unis d'Amérique) rappelle qu'à la 459ème séance plénière de l'Assemblée générale, le 22 novembre 1956, le représentant de l'Union soviétique a proposé qu'une conférence économique mondiale soit convoquée en 1957. La délégation soviétique a rédigé à cet effet un projet de résolution en date du 26 novembre 1956. A la 439ème séance de la Commission, le 12 février 1957, elle a retiré ce projet de résolution et annoncé qu'elle appuierait celui que présentent les délégations polonaise et yougoslave. A cette occasion, elle a répété la plupart des arguments qu'elle avait déjà avancés à l'appui de sa propre résolution, ce qui indique nettement qu'elle attend de ce deuxième projet les mêmes résultats que du sien.

27. La délégation des Etats-Unis approuve sans réserve les objectifs déclarés des deux résolutions. Elle a toujours porté beaucoup d'intérêt au développement d'une coopération économique internationale mutuellement avantageuse, favorisant la coexistence pacifique des Etats quel que soit leur régime social et permettant d'adopter des mesures propres à faciliter l'expansion du commerce international et, en particulier, le progrès économique des pays sous-développés. La différence qui existe entre les Etats-Unis, d'une part, et l'Union soviétique et les auteurs du projet de résolution distribué sous la cote A/C.2/L.319, d'autre part, ne porte donc pas sur les buts mais sur les méthodes.

28. Les Etats-Unis sont persuadés que le meilleur moyen d'atteindre ces buts est d'utiliser les institutions existantes et non d'en créer de nouvelles. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et d'autres organisations internationales fournissent déjà un cadre approprié pour l'examen de tous ces problèmes. On peut essayer de l'améliorer si nécessaire, mais on aurait tort de se lancer dans des entreprises qui retarderaient tout progrès vers les objectifs visés.

29. L'un de ces objectifs est l'expansion du commerce international. Il a fait l'objet d'études à l'Organisation des Nations Unies, dans les commissions régionales, aux réunions des parties contractantes au GATT et dans de nombreuses autres réunions. Ce qui manque, ce ne sont pas les organisations, mais la volonté des Etats qui participent à leurs travaux de prendre des mesures efficaces.

30. Si l'expansion des échanges commerciaux entre le bloc soviétique et le monde libre est l'un des objectifs que vise la délégation de l'URSS en préconisant la convocation d'une conférence économique mondiale, la délégation des Etats-Unis est persuadée que la solution du problème réside ailleurs. Elle se trouve dans l'aménagement de la politique du bloc soviétique lui-même, où le commerce extérieur est soumis à un contrôle rigoureux qui tend à restreindre les échanges. Ce fait a été signalé dans l'étude que le Département des affaires économiques et sociales a publiée sous le titre *Pour une libération des échanges* (E/2737).

31. Il est vrai qu'au cours de ces dernières années, les Etats-Unis et d'autres pays ont jugé nécessaire de prendre certaines mesures de sécurité sur une base coopérative pour limiter le commerce de certains articles avec l'Union soviétique et les pays du bloc soviétique, mais ce contrôle est le résultat d'un manque de confiance internationale. Il n'en est manifestement pas la cause, contrairement à ce que les représentants de l'Union soviétique ont souvent affirmé. Il n'a été imposé qu'après une série d'événements internationaux bien connus, qui ont causé une vive appréhension dans les pays occidentaux. De toute façon, ces mesures de sécurité n'ont trait

qu'à un très petit nombre des articles qui étaient échangés entre l'Est et l'Ouest avant l'entrée en vigueur de ce contrôle. Encore aujourd'hui, toute une gamme de produits peuvent être librement exportés des pays occidentaux vers le bloc soviétique.

32. Quant à l'expansion du commerce mondial, la délégation des Etats-Unis ne voit pas comment la convocation d'une conférence économique mondiale pourrait y contribuer mieux que la coopération internationale par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes internationaux existants.

33. Le deuxième point traité par le représentant de l'Union soviétique est la création éventuelle, par la conférence, d'une nouvelle organisation internationale du commerce dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Or, on projette déjà la création d'une organisation de coopération commerciale dont, aux termes de ses statuts, aucun pays ne serait exclu. L'admission de nouveaux membres dépendra seulement de leur volonté d'avoir en matière commerciale des pratiques compatibles avec le GATT, que cette organisation appliquera. Comme des règles d'admission analogues devraient nécessairement être adoptées pour n'importe quel organisme international du commerce, le représentant des Etats-Unis se demande si la tentative pour créer une nouvelle organisation ne viserait pas simplement à compromettre l'institution de l'organisation envisagée, laquelle est réalisable sans qu'un accord intervienne au sujet d'une autre organisation capable de la remplacer.

34. Le troisième point traité par la délégation soviétique est la coopération économique internationale en vue de contribuer à l'édification d'une économie nationale indépendante dans les pays sous-développés. Les Etats-Unis, en collaboration avec de nombreux autres pays, s'emploient effectivement à atteindre cet objectif depuis la deuxième guerre mondiale. L'accroissement de l'aide en faveur du développement ne suppose nullement une nouvelle conférence économique mondiale. Ce qu'il faut, c'est que chaque pays capable de fournir l'assistance voulue fasse le maximum d'efforts dans ce sens. Les Etats-Unis ont consacré plus de 50 milliards de dollars à l'assistance technique et économique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et ils se proposent de poursuivre cet effort. Ils seraient naturellement très heureux de voir n'importe quel autre pays qui s'en croit capable fournir une contribution maximum à cette œuvre, car les besoins sont très grands.

35. Enfin, la délégation soviétique a traité des problèmes internationaux de crédit et de financement. Dans ce domaine, deux institutions des Nations Unies, le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, ont accompli une œuvre remarquable. A la 439ème séance, le représentant de la Pologne a minimisé les efforts de la Banque en déclarant qu'entre 1947 et le 30 septembre 1956, le montant total des crédits effectivement accordés par cette institution n'a été que de 1 milliard 400 millions de dollars. Or, d'après le onzième rapport de la Banque¹, le montant total des prêts qu'elle a consentis au cours des 10 années qui ont pris fin le 30 juin 1956 s'est élevé à 2 milliards 700 millions de dollars répartis en 150 prêts consentis à 42 pays et territoires. Dans son rapport, la Banque signale en outre l'accroissement de son activité en Asie, où ses prêts, pendant la période de 12 mois qui a pris fin le 30 juin 1956, ont atteint un total de 166 millions de

dollars. Le représentant des Etats-Unis doute qu'une nouvelle conférence puisse produire des résultats concrets d'une importance comparable. En complément de l'œuvre de la Banque et du Fonds, les commissions régionales ont étudié en détail les problèmes internationaux de crédit et de financement. Par exemple, la Commission économique pour l'Europe, où l'Union soviétique joue un rôle important, étudie actuellement un système d'accords multilatéraux de compensation. Quant à la nécessité, signalée par le représentant de la Pologne, de coordonner les travaux de ces commissions régionales, le Secrétaire général, le Conseil économique et social et la Deuxième Commission ont précisé, parmi leurs fonctions permanentes, celle d'assurer cette coordination. Au contraire, une conférence économique mondiale serait étrangère aux problèmes particuliers qu'elle chercherait à résoudre une fois pour toutes.

36. Tout d'abord, la délégation des Etats-Unis avait l'intention de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution présenté par la Pologne et la Yougoslavie. Elle ne voyait aucun intérêt à convoquer une conférence économique mondiale, qu'elle considère comme inopportune à l'heure actuelle, mais il lui répugnait de faire quoi que ce soit qui puisse empêcher le Conseil économique et social d'examiner des questions qu'un grand nombre de pays pourraient juger suffisamment importantes. Maintenant, la délégation des Etats-Unis estime qu'elle doit se prononcer contre ce projet de résolution pour deux raisons: la première, c'est que les représentants de l'Union soviétique et de la Pologne ont, à la 439ème séance, discuté au fond les principales questions relatives à la convocation d'une conférence économique mondiale; la deuxième, c'est que l'ordre du jour de la vingt-quatrième session du Conseil est déjà très chargé et la délégation des Etats-Unis ne peut vraiment pas souscrire à l'inscription d'une proposition supplémentaire qu'elle juge chimérique.

37. Passant au projet de résolution des sept puissances, M. Hoffman s'élève contre la remarque du représentant de la Pologne, qui a trouvé ce texte trop optimiste, notamment au quatrième considérant. Ce considérant n'exprime nullement la croyance que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ses auteurs n'ignorent aucun des problèmes évoqués par les promoteurs de l'autre texte dont la Commission est saisie et ils désirent autant qu'eux leur donner une solution. Ils considèrent néanmoins que les organismes existants sont suffisants pour cela et que la persistance de certaines difficultés ne signifie pas nécessairement que ces organismes sont inopérants ou qu'il faille leur en adjoindre d'autres. La délégation des Etats-Unis est persuadée qu'en rendant les institutions actuelles plus efficaces, on obtiendra un résultat meilleur qu'en en créant de nouvelles.

38. Pour M. MEZINCESCU (Roumanie), les débats de la Deuxième Commission ont mis en évidence l'importance particulière qu'il faut accorder à l'intensification de la coopération économique entre tous les pays du monde. La situation économique mondiale pose actuellement des problèmes dont la solution est particulièrement souhaitable et nécessaire. Ces problèmes doivent pouvoir être résolus par le développement des échanges et de la coopération internationale, mais il faudrait qu'ils soient étudiés par un organe universel compétent, plus spécialisé que le Conseil économique et social et plus large que le GATT.

39. Le GATT présente certes des avantages économiques pour certains pays industriels qui lui portent un

¹ Banque internationale pour la reconstruction et le développement, *Onzième rapport annuel, 1955-1956*, Washington (D. C.).

grand intérêt, mais peut-il répondre aux nécessités actuelles d'une coopération commerciale vraiment mondiale? Tout d'abord, ce n'est pas un organisme mondial; il réunit seulement 35 Etats qui ne représentent que 45 pour 100 de la population mondiale et moins de 40 pour 100 de la surface du globe. Bien que des pays à économie agricole en fassent partie, la discussion relative à la libération des échanges et à la suppression des barrières douanières a eu pour objet les produits industriels et non les produits primaires. Il ne faut pas non plus oublier les mesures discriminatoires que cet organe a prises contre certains pays.

40. D'après les données dont on dispose, la situation mondiale des échanges est tout à fait anormale. Tout d'abord, le commerce entre les pays compris dans les trois principales régions économiques du monde, qui représentait 30 pour 100 du commerce mondial avant la guerre, ne représente plus maintenant que 19 pour 100 des échanges internationaux. Si l'on entre dans le détail, on constate par exemple que les échanges entre l'Amérique latine et l'Europe étaient en 1951 au-dessous du niveau de 1913 malgré les progrès économiques enregistrés par les pays de ces régions depuis la première guerre mondiale. D'autre part, les importations européennes en provenance de l'Asie, qui pour l'après-guerre avaient atteint en 1951 un niveau record, ne représentaient plus que 80 pour 100 du volume d'avant guerre. En outre, les pratiques discriminatoires introduites dans le commerce international par certains pays ont interrompu ou réduit sensiblement les échanges entre d'importants groupes de nations.

41. Si l'on envisage la situation sans être aveuglé par la passion politique, on se rend compte que les pratiques discriminatoires, qui ont eu des effets négatifs sur l'économie mondiale, n'ont pu et ne sauraient changer le cours du développement historique des pays contre lesquels elles sont dirigées.

42. La solution du problème que pose le retard économique des pays sous-développés, étudiée depuis longtemps à l'Organisation des Nations Unies, permettrait non seulement d'élever le niveau de vie des populations de ces pays, mais aussi d'améliorer la situation économique du monde entier. Les formules qu'on a essayé d'appliquer n'ont pas toujours été très heureuses, si l'on en juge d'après les résultats. Loin de s'atténuer, l'écart entre ces pays et les pays industriels tend à s'accroître. Il n'apparaît pas seulement dans les secteurs les plus nouveaux de leur économie: l'industrie, la construction, les transports, etc., mais aussi dans les

secteurs de production traditionnels et surtout dans la production des produits de base, qui représente la principale activité économique de ces pays.

43. C'est ainsi que, d'après les données publiées dans les bulletins du GATT de 1954, le volume de la production alimentaire dans les régions non industrielles du globe n'a dépassé que de 14 pour 100 cette année-là ce qu'il était en 1938, tandis que l'accroissement a été de 33 pour 100 dans les régions industrielles. En 1954, la production de matières premières avait augmenté de 29 pour 100 par rapport à 1938 dans les pays peu développés contre 37 pour 100 dans les pays industriels. La situation est encore plus défavorable dans le secteur industriel. Bien que la population des pays sous-développés représente environ 70 pour 100 de la population mondiale, la production industrielle de ces pays ne représente que 5 pour 100 de la production mondiale.

44. Ce ne sont là que quelques exemples, mais ils suffisent à démentir les déclarations trop optimistes du préambule du projet de résolution présenté par l'Argentine et six autres pays. Il est difficile de trouver des motifs de satisfaction dans la situation actuelle. Le projet de résolution des sept puissances ne laisse entrevoir aucune solution aux problèmes dont le représentant de la Roumanie a tenu à souligner les aspects inquiétants. Ce n'est pas une solution, en effet, que d'essayer de rendre permanente la situation actuelle dans le domaine de la coopération économique mondiale. La délégation roumaine ne sera donc pas en mesure de voter pour ce projet de réalisation.

45. La conjoncture confirme d'une manière éclatante la nécessité de convoquer une conférence économique mondiale comme la délégation de l'Union soviétique l'a préconisé. Une conférence de ce genre serait certainement très utile car elle permettrait aux représentants de tous les pays d'étudier en commun les possibilités de porter remède à tout ce qu'il y a de négatif dans l'état actuel de la coopération économique mondiale.

46. Sans préjuger la question, le projet de résolution des délégations polonaise et yougoslave invite le Conseil économique et social à étudier la possibilité de convoquer une conférence économique mondiale. Le représentant de la Roumanie félicite les délégations polonaise et yougoslave de leur initiative constructive. Il votera pour leur texte dans l'espoir que le Conseil réussira à se mettre d'accord sur le principe et sera en mesure d'indiquer la possibilité de convoquer aussitôt que possible une conférence économique mondiale.

La séance est levée à 12 h. 55.